



La destruction de la Syrie: une entreprise criminelle concertée

Par [Diana Johnstone](#)

Mondialisation.ca, 06 octobre 2016

counterpunch.org

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Crimes contre l'humanité](#), [Guerre](#)

[USA OTAN](#)

Analyses: [SYRIE](#)

Tout le monde claironne qu'il veut la fin de la guerre en Syrie, et restaurer la paix au Moyen-Orient.

Enfin, presque tout le monde.

« C'est comme un match éliminatoire où vous avez besoin que les deux équipes perdent, mais qu'au moins l'une d'entre elles ne gagne pas - nous nous satisferons d'un match nul, » disait Alon Pinkas, un ancien Consul-Général d'Israël à New York, au [New York Times](#) en septembre 2013. « Laissez-les saigner tous les deux, se vider de leur sang jusqu'à la mort: c'est la pensée stratégique qui a cours ici. »

Efraim Inbar, directeur du [Centre Begin-Sadat pour les Études Stratégiques](#), soulignait les mêmes idées en août 2016:

L'Occident devrait chercher à affaiblir davantage l'État Islamique, mais pas à le détruire... Laisser des sales types tuer d'autres sales types a l'air très cynique, mais c'est utile et même moral de le faire si ça occupe les sales types et les rend moins capables de faire du mal aux types bien... De plus, l'instabilité et les crises contiennent parfois les présages de changements positifs... L'administration américaine ne semble pas apte à reconnaître le fait que l'EI puisse être un accessoire utile pour miner l'ambitieux plan de Téhéran pour la domination du Moyen-Orient.

D'accord, pas tout à fait tout le monde.

Mais le site humanitaire Avaaz, lui, veut assurément mettre fin à la guerre et restaurer la paix.

Ou pas?

Avaaz fait actuellement circuler une pétition qui a recueilli plus d'un million de signatures et en vise maintenant un million et demi. Elle va probablement les atteindre, avec des termes comme ceux-ci:

100 enfants ont été tués à Alep depuis vendredi dernier.

Maintenant ça suffit!

Avaaz poursuit pour déclarer: « il n'y a pas de moyen d'arrêter cette guerre, mais il n'y a qu'un seul moyen d'empêcher cette terreur qui vient du ciel – les gens réclament partout une zone d'exclusion aérienne pour protéger les civils. »

Zone d'exclusion aérienne? Ça ne vous rappelle rien? C'est le stratagème qui a été utilisé pour détruire les défenses aériennes de Libye, et qui a ouvert le pays au changement de régime en 2011. Il avait reçu un soutien zélé de la part de Hillary Clinton, dont le goût pour ces mêmes méthodes en Syrie a été dûment enregistré.

Et quand l'Occident annonce « exclusion aérienne », cela signifie qu'en fait il y en a certains qui peuvent voler, mais pas d'autres. Avec la zone d'exclusion aérienne en Libye, la France, le Royaume-Uni et les États-Unis ont pu voler tout leur soûl, tuant d'innombrables civils et détruisant les infrastructures, laissant les rebelles islamistes se tailler plusieurs tranches du pays.

La pétition Avaaz fait la même distinction. Certains devraient pouvoir voler, mais pas d'autres.

Construisons un appel mondial sonore et fort pour Obama et d'autres dirigeants, afin qu'ils résistent à la terreur de Poutine et d'Assad. C'est peut-être notre dernière chance pour aider à mettre un terme à ce massacre en masse d'enfants sans défense. Ajoutez votre nom.

Donc en fait c'est une affaire de massacre en masse d'enfants sans défense, et pour y mettre un terme il faudrait que nous en appelions à Obama le « roi des drones », afin de faire cesser la « terreur qui vient du ciel. »

Et pas seulement Obama, mais aussi d'autres « bons » dirigeants de pays membres de l'OTAN:

Au Président Obama, au Président Erdogan, au Président Hollande, au Premier Ministre May, et aux autres dirigeants mondiaux: en tant que citoyens horrifiés de par le monde par le massacre d'innocents en Syrie, nous en appelons à vous pour imposer une zone d'exclusion aérienne au nord de la Syrie, comprenant Alep, pour que cesse le bombardement des civils syriens et pour garantir que l'aide humanitaire atteigne ceux qui en ont le plus besoin.

Le moment de parution de cette pétition est révélateur. Elle tombe exactement alors que le gouvernement syrien fournit l'effort pour mettre fin à la guerre en reconquérant la partie orientale de la ville d'Alep. Elle fait partie de l'immense campagne de propagande actuelle qui vise à réduire la connaissance du public de la guerre en Syrie à seulement deux facteurs: les enfants victimes et l'aide humanitaire.

Dans cette perspective, les rebelles ont disparu. Tout comme tous leurs soutiens extérieurs, l'argent saoudien, les fanatiques wahhabites, les recrues de l'EIL tout autour du monde, les armes US et le soutien français. La guerre n'est que la conséquence de l'étrange fantaisie d'un « dictateur », qui se distrait en bombardant des enfants sans défense et en bloquant l'accès à l'aide humanitaire. Cette perspective réduit la guerre de cinq ans en Syrie à la

situation telle qu'elle avait été dépeinte en Libye, pour justifier la zone d'exclusion aérienne: rien de plus qu'un vicieux dictateur qui bombarde son propre peuple.

Pour un public qui aime consommer les événements mondiaux sous forme de contes de fées, tout cela se tient. Signez une pétition sur votre ordinateur et sauvez les enfants.

La pétition Avaaz ne cherche pas à mettre un terme à la guerre ou à restaurer la paix. Elle cherche clairement à gêner l'offensive du gouvernement syrien pour reprendre Alep. L'armée syrienne a subi de lourdes pertes en cinq ans de guerre, et ses recrues potentielles ont dans les faits été conviés à se soustraire au péril du service militaire par un voyage en Allemagne. La Syrie a besoin de puissance aérienne pour réduire ses propres pertes. La pétition Avaaz appelle à paralyser l'offensive syrienne, et donc à prendre parti pour les rebelles.

Attendez - mais cela signifie-t-il qu'ils souhaitent que les rebelles l'emportent? Pas exactement. Les seuls rebelles à priori suffisamment forts pour l'emporter, c'est Da'esh. Et personne ne souhaite vraiment cela.

La vérité brute c'est que pour mettre fin à cette guerre, comme avec la plupart d'entre elles, il faut qu'il y ait un gagnant et un perdant. Quand il devient clair lequel des deux va l'emporter, alors vient le temps où des négociations peuvent avoir lieu, menant par exemple à des amnisties. Mais cette guerre ne peut pas être « cessée par des négociations ». C'est le genre d'issue que les États-Unis ne peuvent soutenir qu'à la condition que Washington soit à même d'employer les négociations pour imposer ses propres marionnettes - pardon, des exilés pro-démocratie installés en Occident. Mais à l'heure actuelle, ils seraient rejetés comme des traîtres par la majeure partie des Syriens qui soutiennent le gouvernement, et comme des apostats par les rebelles. Donc, il faut que l'un des deux belligérants remporte cette guerre. L'issue la moins pire serait que le gouvernement Assad vainque les rebelles, afin de préserver l'état. Pour cela, les forces armées syriennes ont besoin de reprendre la partie orientale d'Alep, occupée par les rebelles.

Le travail d'Avaaz est d'amener l'opinion publique à s'opposer à cette opération militaire, en la dépeignant comme rien de moins qu'une entreprise conjointe russo-syrienne pour massacrer des civils, et en particulier des enfants. Pour cela, ils en appellent à une opération militaire de l'OTAN pour abattre (c'est ce que signifie « exclusion aérienne ») les avions syriens et russes qui fournissent un appui aérien à l'offensive de l'armée syrienne.

Même des mesures aussi dramatiques ne visent pas à faire cesser la guerre. Elles sont conçues pour affaiblir le belligérant qui a le dessus afin de l'empêcher de gagner. Cela signifie - pour employer l'expression absurde devenue populaire pendant la guerre en Bosnie [*aux USA et en anglais US, NdT*] - « mettre les joueurs sur le terrain sur un pied d'égalité » [*« create a level playing field », NdT*], comme si la guerre était un événement sportif. Cela signifie la poursuite de la guerre jusqu'à ce qu'il ne reste rien de la Syrie, et que ce qui reste de la population syrienne remplisse des camps de réfugiés en Europe.

Comme le [New York Times](#) le rapportait depuis Jérusalem en septembre 2013, « la synergie entre les positions d'Israël et des États-Unis, si elle n'est pas explicitement articulée par les dirigeants de l'un ou l'autre pays, pourrait être une source cruciale de soutien pour M. Obama tandis qu'il cherche l'accord du Congrès pour des frappes chirurgicales en Syrie. » Ils ont ajouté que « les préoccupations d'Israël à propos de sa sécurité nationale jouissent d'un large soutien dans les deux grands partis à Washington, et l'American Israel Public

Affairs Committee [AIPAC, *principal lobby pro-israélien aux USA, NdT*] est venu mardi apporter le poids de son soutien à l'approche de M. Obama. » (C'est à l'époque où Obama projetait de « punir le Président Bachar al-Assad pour l'emploi d'armes chimiques sans utiliser la force, afin de l'évincer du pouvoir » - avant qu'Obama choisisse plutôt de se joindre à la Russie pour démanteler l'arsenal chimique syrien, un choix pour lequel il continue de subir les foudres du lobby pro-israélien et de la faction belliciste à Washington.) La déclaration de l'AIPAC « ne disait rien, cependant, de l'issue souhaitée à la guerre civile... »

En effet. Ainsi que l'article de Jérusalem en 2013 poursuivait, « comme l'espoir de voir émerger une force rebelle modérée et laïque, à même de forger un changement démocratique et un dialogue constructif se réduit, du côté d'Israël, une troisième approche attire l'attention: laissez les sales types s'entretuer. 'La perpétuation de ce conflit sert à tout point de vue les intérêts d'Israël,' a affirmé Nathan Thrall, un analyste basé à Jérusalem pour l'International Crisis Group. »

La vérité toute simple est que la Syrie est la victime d'une Entreprise Criminelle Concertée de longue date pour détruire le dernier état nationaliste arabe laïque au Moyen-Orient, suite à la destruction de l'Irak en 2003. Alors qu'il avait été attribué à la répression gouvernementale de « manifestants pacifiques » en 2011, le soulèvement armé avait été préparé depuis des années et était appuyé par des puissances étrangères: l'Arabie Saoudite, la Turquie, les États-Unis et la France, entre autres. Les motivations françaises demeurent mystérieuses à moins qu'elles ne soient liées à celles d'Israël, qui voit la destruction de la Syrie comme un moyen d'affaiblir son grand rival dans la région, l'Iran. L'Arabie Saoudite possède des ambitions similaires d'affaiblissement de l'Iran, mais pour des motifs religieux. La Turquie, l'ancienne puissance impériale de la région, possède des ambitions territoriales et politiques qui lui sont propres. Le découpage de la Syrie peut tous les satisfaire.

Cette conspiration flagrante et entièrement ouverte de destruction de la Syrie est un crime international majeur, et les États mentionnés plus haut sont tous des conjurés, des coupables complices. Ils sont rejoints dans cette Entreprise Criminelle Conjointe par des organisations ostensiblement « humanitaires » comme Avaaz, qui diffusent de la propagande de guerre déguisée en protection des enfants. Cela fonctionne parce que la plupart des gens ne peuvent tout simplement pas croire que leur gouvernement ferait de telles choses. C'est difficile de surmonter cette foi réconfortante. C'est plus naturel de croire que les criminels sont des gens malveillants dans un pays dont, en réalité, ils ne comprennent rien.

Il n'y a pas la moindre chance que cette entreprise criminelle retienne l'attention des procureurs de la Cour Pénale Internationale, qui comme la plupart des grandes organisations internationales est complètement contrôlée par les USA. À titre d'exemple, le Sous-Secrétaire Général des Nations Unies pour les Affaires Politiques, qui analyse et cadre les sujets politiques pour le Secrétaire Général Ban Ki Moon est un diplomate étasunien, Jeffrey Feltman, qui était l'un des pivots de l'équipe Clinton au State Department pendant qu'elle œuvrait pour le changement de régime en Libye. Et les complices de cette entreprise criminelle incluent toutes les organisations pro-gouvernementales « non-gouvernementales » telles qu'Avaaz, qui poussent l'hypocrisie vers de nouvelles abysses en exploitant la compassion pour les enfants dans le but de justifier et de perpétuer ce crime majeur contre l'humanité et contre la paix dans le monde.

Article original en anglais : Destroying Syria: a Joint Criminal Enterprise, Counterpunch.org, le 4 octobre 2016

Traduit par Lawrence Desforges pour Reseau International

La source originale de cet article est counterpunch.org
Copyright © Diana Johnstone, counterpunch.org, 2016

Articles Par : Diana Johnstone

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca